

**Communauté de Communes de Podensac,
des Coteaux de Garonne
et de Lestiac-sur-Garonne, Paillet, Rions
12, rue du Maréchal Leclerc de Hautecloque
33720 PODENSAC**

ARRETE
PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE REVISION DE LA
CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE SAINT-MICHEL DE RIEUFRET

Le Président de la Communauté de Communes de Podensac, des Coteaux de Garonne et de Lestiac sur Garonne,
Paillet, Rions

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.160 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

Vu la délibération du 11/06/2014 de la commune de St-Michel de Rieufret prescrivant la révision de la carte communale sur l'ensemble du territoire communal ;

Vu l'arrêté de la Préfecture de la Gironde du 19 novembre 2015 notifiant le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale », à la communauté de communes de Podensac ;

Vu la délibération du 15 décembre 2015 de la commune de St-Michel de Rieufret sollicitant la Communauté de Communes de Podensac afin qu'elle poursuive la procédure de révision de la carte communale engagée ;

Vu la délibération du 9 mars 2016 de la communauté de Communes de Podensac décidant de poursuivre la révision de la carte communale engagée par la commune de St-Michel de Rieufret ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 décembre 2016 prononçant, au 1^{er} janvier 2017, la fusion de la communauté de Communes de Podensac et de la Communauté de Communes des Coteaux de Garonne et l'extension aux communes de Lestiac-sur-Garonne, Paillet, Rions, membres de la communauté de communes du Vallon de l'Artolie ;

Vu les différents avis recueillis sur le projet de révision de la carte communale ;

Vu les pièces du dossier de projet de révision de la carte communale soumis à l'enquête publique ;

Vu la décision en date du 29/11/2016 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux désignant Madame Hélène DURAND-LAVILLE, ingénieur urbaniste en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Bernard LESOT, magistrat financier retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant,

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de la commune de St-Michel de Rieufret pour une durée de 33 jours du **6 février 2017 au 10 mars 2017 inclus**.

Article 2 :

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la révision de la carte communale éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées et au rapport et avis du commissaire enquêteur.

Article 3 :

Madame Hélène DURAND-LAVILLE domiciliée 41, cours Victor Hugo à CENON (Gironde), ingénieur urbaniste, a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur et Monsieur Bernard LESOT, magistrat financier retraité, domicilié 71, rue de Chartreze à GRADIGNAN (Gironde), a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le président du tribunal administratif de Bordeaux.

Article 4 :

Le dossier complet du projet de révision de la carte communale et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par Mme Hélène DURAND-LAVILLE, commissaire enquêteur, seront déposés au siège de la communauté de communes à Podensac (12, rue du Maréchal Leclerc de Hautecloque 33720 PODENSAC) et en mairie de St-Michel de Rieufret (15, le Bourg 33720 SAINT MICHEL DE RIEUFRET) et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir :

- A la communauté de communes: le lundi de 9h00 à 12h30, les mardi et mercredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le jeudi de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 9h00 à 16h30
- A la mairie de St-Michel de Rieufret : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 16h00 à 18h00

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la communauté de communes à l'adresse suivante : www.cc-podensac.fr

Article 5 :

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification et consigner ses observations, soit :

- sur le registre d'enquête
- les adresser par écrit à Madame le commissaire-enquêteur au siège de la communauté de Communes (12, rue du Maréchal de Hautecloque 33720 PODENSAC) ou en mairie de St-Michel de Rieufret (15, le bourg 33720 Saint-Michel de Rieufret)

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
- obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique auprès de la communauté de communes

Article 6 :

Le commissaire-enquêteur recevra :

- dans les locaux de la mairie de Saint-Michel de Rieufret :
 - le lundi 6 février 2016 de 9h00 à 12h00
 - le vendredi 10 mars 2016 de 16h00 à 18h00
- dans les locaux du siège de la communauté de communes
 - le lundi 27 février de 9h00 à 12h00

Article 7 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres déposés au siège de la communauté de communes et en mairie de Saint-Michel de Rieufret seront mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Le commissaire enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la communauté de communes, responsable du projet. Le président de la communauté de communes disposera de 15 jours à date de la remise de ce procès-verbal pour produire ses observations éventuelles en réponse. Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête pour transmettre au président de la communauté de communes le dossier d'enquête, accompagné des

registres et pièces annexées avec son rapport, et dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Article 8 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur au siège de la communauté de communes et à la mairie de Saint-Michel de Rieufret pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Article 9 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la communauté de communes et à la mairie de Saint-Michel de Rieufret 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement, à savoir : « les affiches mentionnées au III de l'article R.123-11 mesurent au moins 42x59.4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du président de la communauté de communes et du Maire.

Cet avis au public sera également consultable sur le site internet de la communauté de communes (www.cc-podensac.fr).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Article 10 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à la Préfecture du département où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la communauté de communes et en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique. Le président de la communauté de communes publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet de la communauté de communes et le tient à la disposition du public pendant un an.

Article 10 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de Saint-Michel de Rieufret
- M. le sous-préfet chargé de l'arrondissement de Langon
- M. le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
- Madame le commissaire enquêteur

Fait à Podensac, le 12 janvier 2017

Le Président,


Jocelyn DORÉ